L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 75 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 29 AOUT 1889.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES.

On demande—Une femme pour faire le ménage pour trois personnes. 2e étage, 34 rue Bienville. 29 août—1t

On demande—Une femme pour faire la cuisine pour deux personnes. 2e étage, 34 rue Bienville. 29 août—1t

A LOUER.

A LOUER—Le 1er étage, 56 rue Chartres. 29 août—1t

A VENDRE.

UNE quinzaine bien connue et appellonnant est maintenant prêt à être vendu, ou vaguera et tout ce qu'il faut pour un saloon. Pour informations s'adresser à Mme. 87, Pont, rue Bartholomew, entre Marais et Urquhart. 2 août—

A VENDRE.—Une voiture couverte presque neuve, un cheval, un vagon et tout ce qu'il faut pour un saloon. Pour informations s'adresser à Mme. 87, Pont, rue Bartholomew, entre Marais et Urquhart. 2 août—

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Euphémie Blanche, veuve de Paul Villaret.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 27,776—Division A.—Mme Mary Villaret, épouse de Frédéric Jacob Bäude, présente sa requête à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration de la succession de feue Euphémie Blanche, veuve de Paul Villaret, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux qui auront à prendre connaissance de cette demande, à comparoir, dans les dix jours, par lesquels les raisons pour lesquelles il ne sera pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
29 août—2S—sept 2 7 Greffier.

Succession de Jacob C. Lyons.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,490—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme. Agnes Lennantie, administratrix de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
29 août—2S—2 sept Greffier.

Succession de A. H. McArthur.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 27,901.—Division I.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John R. Vinet, administrateur au public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
29 août—2S—1er sept Greffier.

Succession de Frank Lamanence.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 27,944—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par F. G. Ernst, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
29août—2S 24 29 Greffier.

Succession de James Graham.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 27,947. Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Thomas Graham, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
R. A. LUMINAIS,
23 août—2S 27 31 Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la district pour la paroisse d'Orléans.—No 27,632—Division B.—D. J. Searcy & Co. vs. leurs créanciers.—Cette Cour a homologué le concordat fait entre les dits débiteurs et leurs créanciers, et qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Henry J. Bruns, notaire, LUNDI, le 16me jour de septembre 1889, à 11 heures a. m. afin de délibérer sur les affaires des dits débiteurs, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui y pourront être mises de temps à autre, conformément aux lois.

Nouvelle-Orléans, 5 août 1889.
(Signé) FRED. D. KING, Juge.
Pour copie conforme :
JAS. D. RAMEIN, Député-Greffier.
9 août—3t et 9 sept

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de la District pour la paroisse d'Orléans.—No 27,952—Division B.—Rudolph Langermann vs. ses créanciers.—Cette Cour a homologué le concordat de propriété du pétitionnaire Rudolph Langermann soit et est par le présent accepté par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Octave Morel, notaire, en cette ville, au No 112 rue Carondelet, SAMEDI, 14ème jour de septembre 1889 à 11 heures a. m. pour délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et pour élire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui pourront être mises de temps à autre pendant ce temps besoin procédures judiciaires, et que la personne de même que la propriété du dit pétitionnaire soient soumises à la juridiction de Edward E. Moral, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 10 août 1889.
(Signé) FRED. D. KING,
Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division B, soussigné à la place de l'Hon. Albert Voorhies, juge de la dite Cour, Division E, présentement absent en congé.
Pour copie conforme :
JAS. D. RAMEIN Député Greffier.
11 août—3t au 14 sept

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

José Martin Jr. vs. Veuve John. F. Winn.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 27,474.—Etc. Vente d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse des Shérifs, No 72 et 74, rue St-Charles, entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 31 août 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

1° Une certaine portion de terre, ensemble avec toutes les constructions et améliorations dessus érigées, situé dans la Quatrième District de cette ville, dans l'Ile Delord, et mesurant quarante (40) pieds de front sur la rue Roman, sur une profondeur de cent (100) pieds entre des lignes parallèles, et bornée comme suit, à savoir : Nord-Est par C. A. Heath ; le Sud-Est par Mme. Veuve E. H. Benson, ensemble tous les droits et privilèges y attachés.

Conditions—Comptant.
CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
20 août—2S 27—sept 3 10 17 24

SERVEZ-VOUS de Chaux Hydraulique, elle est fournie par les meilleures maisons de la ville. A vendre par tonne ou barrique. Wade, 3 août—3t

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUE.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire immense, et incorporée, par la nouvelle Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grandes tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre), et les grandes tirages à nombres complets ont lieu tous les autres dix mois de l'année, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donne l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à en servir, dans ce sens, de ce certificat, auquel nous joignons la fac-simile de nos signatures.

J. H. Ewing
Commissaires.

L'ABEILLE

— DE LA —

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN,

— AVEC UNE —

EDITION HEBDOMADAIRE

— PARAISSANT —

— LE —

SAMEDI MATIN

— ET —

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS,

No 75 RUE DE CHARTRES

Entre Conti et Bienville.

ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	30

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ABEILLE publie tous les jours, en outre des matières politiques, littéraires et locales :

Des dépêches télégraphiques complètes de tous les points des Etats-Unis et de l'Etranger

Un Bulletin maritime,

Une liste des navires en partance dans les ports étrangers et américains pour la Nouvelle-Orléans,

Une liste des navires dans le port de la Nouvelle-Orléans,

Un Bulletin Financier,

Un Bulletin Commercial,

Les heures de départ et d'arrivée des trains de chemins de fer.

Les jours de départ des bateaux à vapeur.

Grand Tirage Mensuel,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 10 SEPT. 1889

GROS LOT: $300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars: Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS:

1 Lot de	$300,000, cott		$300,000
1 Lot de	100,000,		100,000
1 Lot de	50,000,		50,000
1 Lot de	25,000,		25,000
2 Lots de	10,000,		20,000
5 Lots de	5,000,		25,000
25 Lots de	1,000,		25,000
100 Lots de	500		50,000
200 Lots de	300,		60,000
500 Lots de	200,		100,000

PRIX D'APPROXIMATION:

100 Lots de	$500, cott	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $100,	cott	999,000
999 Lots de $100,		99,900

2,134 Lots se montant à $1,654,900

On demande des agents partout.

Les prix à payer par les Ordres qui nous sont transmis par Express, Wells Fargo & Co. ou American Express, seront remboursés aux acheteurs. Y faire mettre un mandat-poste ou de l'argent comptant. Ne pas mettre un chèque personnel. Ecrire lisiblement. Ne pas mettre de papier à lettre dans l'enveloppe contenant les ordres. Ecrire en plus sur l'enveloppe, pour éviter le retard, le mot Ordres.

IMPORTANT.

Remises par Postal Money Order, Express Money Order, ou chèque de New York, dans des lettres enregistrées. Monnaie envoyée par l'Express.

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lou.

Adresser vos lettres enregistrées contenant de l'argent à la

New Orleans National Bank,

New Orleans La.

Nous certifions que les soussignés banquiers de la Nouvelle-Orléans, ont été nommés dépositaires de l'argent provenant de la vente des billets de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous avons le droit de retirer de leurs mains le montant de tous les billets gagnants qui nous seront présentés par les détenteurs de billets gagnants.

CITIZENS' BANK,
E. H. FARRAR, Président.
LOUISIANA NATIONAL BANK,
CHARLES PARKER, Caissier.

CHARITE

BEAU DE LA LOUISIANE, Vendredi d'Orléans.

QUELLE soit connu, vue, ce 12me jour d'août A. D. 1889, devant moi, notaire public soussigné, dûment commissionné pour la paroisse d'Orléans et l'Etat de la Louisiane, et en présence des témoins ci-après nommés, personnellement comparu, agissant et stipulant pour, et au nom de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, dûment incorporée par la Législature de cet Etat, en date du 3 février 1868, et dont la charte a été renouvelée par la nouvelle Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879, et dont les bureaux principaux sont situés en la ville de la Nouvelle-Orléans, Paroisse d'Orléans, Louisiane, ici représentée par ses directeurs, dûment autorisés à l'effet des présentes, par résolution de ladite Compagnie, en date du 12 août 1889, dont il sera fait mention ci-après, lesquels comparants, ès dites qualités, ont déclaré qu'ils ont établi et opéré

ARTICLE I.

Le nom de cette association sera "THE LOUISIANA STATE LOTTERY COMPANY" (LA COMPAGNIE DE LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE), LIMITED. La dite compagnie jouira de tous les pouvoirs de ce qui précède, et sera soumise à toutes les conditions et restrictions y portées, en tant qu'elles seront applicables à la dite compagnie, et qu'elles n'ont pas été abrogées par la suite.

ARTICLE II.

Le siège et le lieu de cette corporation sont l'immeuble connu et désigné comme le No 75 de la rue de Chartres, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et y resteront à dater du mois de février 1890, à moins qu'il ne soit changé par le vote de deux tiers des actionnaires, lors d'une assemblée générale convoquée à cet effet, pour les fins ci-dessus, dans la manière prescrite par les règlements de la dite corporation, pour les fins ci-dessus. Les directeurs auront le pouvoir d'établir des succursales, agences et bureaux, partout où ils le jugeront à propos, et ils auront le pouvoir de nommer et de révoquer à leur gré les officiers, employés et agents de la dite corporation.

ARTICLE III.

Le domicile de la dite corporation sera établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans, dans de la paroisse d'Orléans, où les assignations et autres significations légales pourront être faites à son égard et à la corporation, et, dans le cas où il serait nécessaire de faire signifier quelque assignation ou autre signification, au secrétaire de la corporation.

ARTICLE IV.

Le fonds capital de cette association est fixé à la somme de cinquante mille dollars ($50,000), divisée en cent mille (1,000) actions, chacune de cinquante dollars ($50) chacune, payables en quatre versements égaux, savoir : vingt-cinq dollars par action (ou cinquante dollars par action, si le capital est augmenté) pour cent, à percevoir à intervalles de dans trois mois chacun, pendant un espace de deux ans, à compter du premier versement, et le reste, à percevoir, par versements égaux, à intervalles de trois mois chacun, pendant un espace de deux ans, à compter du premier versement, et le montant payé par l'acheteur de la première quotité, ou versement, sera perdu au profit de la compagnie, et ne pourra être réclamé par l'acheteur ou par ceux qui auront droit de le représenter, ou par ceux dans les mains desquels l'action sera passée, sans avis ni sommation, par le fait de la non-exécution de ces conditions. Le capital pourra être augmenté par le vote de deux tiers des actionnaires, à une assemblée générale convoquée à cet effet, pour les fins ci-dessus, dans la manière prescrite par les règlements de la dite corporation, et ne dépassera pas un million de dollars.

ARTICLE V.

Cette corporation a le droit, par l'intermédiaire de son Conseil de Direction, de faire tous les contrats d'achat ou d'autre nature que bon sera ; d'emprunter ou de prêter de l'argent ; de nommer tous administrateurs, directeurs, officiers et employés que ses affaires pourront exiger, et de remplacer ceux qui auront cessé de remplir leurs fonctions ; de déterminer leurs appointements, traitements ou salaires ; de faire et établir des règlements et ordres-règlements pour l'administration de ses affaires et de ses propriétés, et de les modifier à son gré.

ARTICLE VI.

Le conseil d'administration se composera de pas moins de vingt-cinq ni de plus de cinquante membres, tous dûment actionnaires en leur propre nom, pour l'expédition de toutes les affaires, et devra nommer parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier, qui seront élus annuellement par le conseil d'administration, et qui auront les pouvoirs et rempliront les devoirs ordinairement dévolus à ces officiers, et tels autres pouvoirs et devoirs que le conseil d'administration pourra déterminer. Le président, ou en son absence le vice-président, présidera toutes les assemblées du conseil d'administration, et, en l'absence de ces deux officiers, un président pro tempore sera choisi parmi les membres présents. Il sera nommé par le conseil d'administration un secrétaire, qui aussi pourra être choisi parmi les membres du conseil d'administration, et qui devra garder un procès-verbal exact de toutes les assemblées du conseil d'administration.

ARTICLE VII.

Les membres et après nommés servent les offices de la corporation et conserveront leurs qualités jusqu'à l'accomplissement de ces buts et à l'élection de leurs successeurs : John Dymond, président ; Charles F. Buck, premier vice-président ; Jos. Jacobs, deuxième vice-président ; J. Hayne Deiler, directeur-général ; Louis Grunewald, trésorier ; Louis Léonhard, secrétaire aux recettes ; Jos. Shakspeare, secrétaire ; A. J. Rathbone, secrétaire correspondant, et Madame Hortense Monrose, présidente du comité local de surveillance, avec pouvoir de nommer tous autres officiers et employés que le conseil d'administration pourra juger nécessaires, ayant rang dans les fonctions du Conseil d'Administration venant à s'imposer quelle même signification.

ARTICLE VIII.

Les réunions du Conseil auront lieu aux dates fixées par celui-ci.

ARTICLE IX.

Dès que la dite instrument la création de cette corporation aura été accepté, ses officiers, sous l'autorité et par ordre du Conseil d'administration ou du Comité spécial pour cet effet, et le dit Conseil ou son comité sera le pouvoir de faire tous les actes nécessaires et utiles, qu'elle aura mis à même les biens et effets, quelle que soit la nature, les droits et actions, et, après payement de toutes les dettes, le solde, s'il y en a, pourra être payé ou remis aux personnes ou aux parties qui y auront droit, conformément à la loi, et la corporation, en conséquence, sera dissoute.

ARTICLE X.

Aucun actionnaire de la corporation ne sera responsable des contrats ou des avoirs de celle-ci, et plus que le montant à elle par lui souscrit ; les actions qu'aucune somme imposable individuelle dans l'organisation n'aura pour effet d'annuler la valeur ou d'exempter l'actionnaire de la responsabilité que le paiement de la somme due sur ses actions.

Ainsi fait et passé en mon bureau, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le jour, le mois et l'année susdits, en présence de Albert R. Roy, âgé de 30 ans, et Eugène Pradel, âgé de 30 ans, témoins majeurs, résidant dans la paroisse, les comparants, témoins susdits et moi, notaire, ont signé leurs signatures avec celles des membres du conseil nommées et le mission, après lecture faite.

John Dymond.	J. Hayne Deiler,
O. H. Miller,	H. F. Dei Bondie,
Chas. F. Buck,	Geo. Jurgens,
Washington Hermann,	Jos. Jacobs,
A. G. Hicks,	F. Rickert,
Wm. Wright,	H. A. Miller,
J. G. Taylor,	Louis Grunewald,
Otto F. A. Doerr,	Fs W. Dickson,
M. Hahn,	Louis Leonhard,
Louis Grunewald,	Jos. Shakspeare,
Otto H. Salmen,	Leigh Bell Orle,
Chas. F. Buck,	A. J. Rathbone,
Louis Grunewald,	H. L. Piaza,
Jacob Baldwin,	par Frank Augustus Ross,
Jos. Shakspeare,	Attorney.

German Singing Society, of the Sixth District

Royal Society, Fraternity

E. H. Brangtin, Jr.
W. O. HARE, notaire public.

Le soussigné, secrétaire des hypothèques et sur pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie qu'il a fait l'enregistrement des présentes, ainsi que de l'original de la charte de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane (Nouvelle Union) Limited, en son bureau des hypothèques, dans le livre 302, folio 129.

Nouvelle-Orléans, 9 août 1889.

GEORGES E. GUINAULT,
Administrateur des hypothèques.

Je, soussigné, notaire, certifie ici que ce qui précède n'est une copie exacte de l'original de la charte d'incorporation de la "Louisiana State Lottery Company" (Nouvelle Union) Limited, et de l'acte d'enregistrement (Register Union) en date du 12 août 1889, et de l'acte d'enregistrement en mon bureau, en date du 9 août 1889.

En foi de quoi, j'ai signé ces présentes et y ai apposé mon sceau notarial, ce 12 août 1889.

W. O. HARE, notaire public.

Vrai—21 au 29)

ETAT DE SITUATION SEMESTRIEL DE LA

Banque Nationale de la Louisiane

DE LA NOUVELLE-ORLEANS,

A la clôture des affaires, le 31 décembre 1888.

ACTIF.

Prêts et escomptes		$2,027,470 02
Fonds des Etats-Unis		50,000 00
Fonds de la Louisiane		
Actions		2,000 00
Billets de banques et monnaie	244,225 25	
Balances de banques et autres	12,125 45	
Espèces	126,469 71	
Espèces des Etats-Unis	25,000 00	
Banque Etats-Unis	112,617 15	
Banque Louisiane	1,000,000 00	
Chèques	440,940 15	1,710,952 15
Total		$3,900,550 15
Capital actions	$1,000,000 00	
Fonds de surplus	500,000 00	
		500,000 00
Profits nets non divisés		
Dépôts	97,612 23	
Billets à ordre après déduction	2,301,938 52	
Billets de banque et de		
Chèques	202 00	
Dividendes non payés	250 00	
		2,399,550 15
Total		$3,900,550 15

Etat civil de Orléans, ss.
Je, soussigné, Caissier de la Banque Nationale de la Louisiane, dûment incorporée, jure solennellement que les choses ci-dessus énoncées sont vraies à ma connaissance et à ma croyance.

A. H. WALMSLEY, Président.
LEWIS T. JANIN, Caissier.

Souscrit et juré devant moi, ce 9 août 1889.

GEO. E. GUINAULT,
Notaire public.

LE FRANCO-LOUISIANAIS.

JOURNAL HEBDOMADAIRE

PARAISSANT LE SAMEDI.

Publié dans l'intérêt des habitants de la Louisiane et de la race française.

Abonnements : $3 00 par an.

BUREAUX : 102 rue de Chartres, Nouvelle-Orléans, Louisiane.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente du mobilier de jugement, comptoirs, caisses, glaces, etc.

A. B. Arrendale & Co vs. Jesse ordinaire.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 26,151.—Etc. vente d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse des Shérifs, No 72 et 74, rue St-Charles, entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 7 septembre 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Le bon mobilier consistant en comptoirs, caisses, glaces, etc., etc., appartenant ci-devant à Jesse Ordinaire, et saisi en cette affaire.

Conditions—Comptant et argent légal des Etats-Unis.

CHARLES W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
26 août—2S 27—7 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

A VENDRE.—A l'encan, deux grands Vagons, le 7 septembre 1889, à 10 heures de midi, en vente d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans la cause de Charles Bonnecaze vs. Jos. Hoerr, No 27,677, du dossier de la Cour Civile de District pour la dite paroisse.

CHARLES W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
29 août—2S 30—7 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriétés constituée vue Trudeau, No 1 rue de Chartres et Carondelet, No 2 rue de Bienville coutre la rue Chartres.

Succession F. Hirsch vs J. G. B. Whitmore

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans, No 27,815.—Division A.—Vente d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public, à la Bourse des Shérifs, No 72 et 74, rue St-Charles, entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 14 septembre 1889, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un terrain avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situé dans le Troisième District de cette ville, borné comme suit, à savoir : Nord-Est par Bienville, Sud-Est par Trudeau, Nord-Ouest par Chartres, et Sud-Ouest par Carondelet, mesurant quarante (40) pieds de front sur la rue Bienville sur une profondeur de cent (100) pieds entre des lignes parallèles, et bornée